

DÉPENDANCE ALIMENTAIRE ET URBANISATION EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE : UNE RELATION CONTROVERSÉE

Olivier SUDRIE
CERED

Remettant en cause les directives générales de la deuxième Décennie du Développement, la crise s'est traduit pour de nombreux pays du Tiers-Monde par un renforcement de leur extraversion : le volume des importations des pays à revenus intermédiaires a crû ainsi de 5 % en moyenne et par an au cours de la décennie 70 et de 6 % pour les seuls produits alimentaires. Parmi ces dernières, les importations de céréales sont passées de 42 millions de tonnes en 1970/71 à près de 100 millions en 1981 ; elles doubleront encore probablement avant la fin du siècle. Selon la FAO (1), les importations agricoles totales de l'Afrique ont cru au rythme de 8,5 % l'an, passant de l'indice 100 en 1970 à 227 en 1980 ; dans le même temps, les seules importations céréalières ont plus que triplé pour atteindre les 21 millions de tonnes en 1980 (contre 6 en 1970).

Cette croissance des importations en Afrique se situe dans un contexte de crise relative de l'agriculture, entraînant une baisse des disponibilités vivrières par habitant et un exode rural soutenu, venant renforcer la croissance urbaine. Le taux régional d'autosuffisance alimentaire (SSR) est ainsi passé de 98 % en 1962-64 à 90 % en 1972-74 et les projections de l'offre et de la demande de produits alimentaires à l'horizon 1985 font apparaître un déficit croissant du continent africain (2). L'amélioration du SSR régional (qui pourrait atteindre

* Cet article emprunte sa problématique à une recherche menée en collaboration avec J. Coussy et Ph. Hugon au Centre d'Etude et de Recherche en Economie du Développement (CERED) de l'Université de Paris-X et financée par le Ministère de la Recherche et de l'Industrie. Nous nous limiterons toutefois à ne présenter ici que les liaisons économétriques et statistiques de cette étude.

(1) FAO (1974,4) et FAO (1981,6).

(2) FAO (1979,5). Le taux régional d'auto-suffisance alimentaire est défini par la FAO comme le rapport de la production intérieure aux utilisations intermédiaires et finales. Il faut manier ces données avec précaution : la première consiste à déconcentrer les séries pour extraire des statistiques d'importations et de production concernant l'ensemble de l'Afrique, les seules données

94 % en 1985) ne serait obtenu que par l'élévation de la productivité du travail agricole et un recours massif aux inputs importés. A défaut de cet apport extérieur, la poursuite des trends actuels aboutirait à un écart croissant entre population et subsistance : durant la décennie soixante-dix, la production vivrière en Afrique sub-saharienne a progressé de 1,5 % par an, alors que la population augmentait de 2,7 % et la population urbaine de 5,9 %.

LES INDICATEURS

Les statistiques brutes concernant la production agricole commercialisée, les importations de produits alimentaires et la population, notamment urbaine, semblent corroborer la liaison entre l'urbanisation et la dépendance alimentaire. D'après la FAO, la production vivrière par habitant a décliné notamment sur la période 1970-80 au rythme de - 1,2 % l'an ; le décalage offre/demande allant croissant du fait de la réelle explosion urbaine qu'a connue l'Afrique sub-saharienne (A.S.S.) durant la même période. La population résidant dans les villes de plus de 5 000 habitants est ainsi passée de 23 millions en 1960 à 40 millions en 1970 et à près de 75 millions en 1980. A cette date, le taux d'urbanisation moyen était de l'ordre de 21 % contre 11 %, vingt ans auparavant. Les

relatives aux pays sub-sahariens : en 1980, les importations de produits agricoles de l'Afrique représentaient 5,5 % du total mondial. Sur ces 5,5 %, 55,5 % étaient à destination des pays d'Afrique australe et septentrionale. Les 39 pays d'Afrique sub-saharienne de plus de 1 million d'habitants se partageaient donc seulement 44,5 % des importations totales de l'Afrique, soit à peine 2,5 % du total mondial.

« La question se pose de savoir dans quelle mesure l'urbanisation est un élément inducteur de cette dépendance alimentaire et s'il est possible de traduire la concomitance apparente de ces phénomènes par une relation univoque de cause à effet ?

Il peut paraître *a priori* évident que l'urbanisation modifie les structures de consommation (la substitution du pain de blé au mil ou au manioc en est un exemple bien connu). Les villes du Tiers-Monde, articulées étroitement à l'espace international, sont autant de lieux de marché des produits importés. La possibilité d'assurer, grâce aux importations, une certaine sécurité alimentaire, l'état défectueux des circuits de commercialisation des produits vivriers locaux, apparaissent comme autant de facteurs conduisant à une augmentation des propensions à importer. En retour, l'extraversion joue comme un blocage au développement des cultures vivrières : la ville, lieu de distribution des revenus et des marchés, croît par ponction sur le monde rural ; les différentiels de prix villes/campagnes hâtent l'exode rural et contribuent au processus cumulatif à la baisse de la production alimentaire nationale » (3).

La mise en relation statistique d'indicateurs d'urbanisation et de dépendance alimentaire en Afrique sub-saharienne est un outil contribuant à confirmer ou infirmer cette thèse. L'intensité de la liaison entre deux ou plusieurs variables peut être mesurée alors par un indice synthétique (comme le coefficient de corrélation) et la qualité de l'ajustement obtenu, par un certain nombre de tests statistiques. La construction d'un modèle économétrique suppose que les phénomènes étudiés soient appréhendés et réduits à leurs indicateurs quantifiables (4).

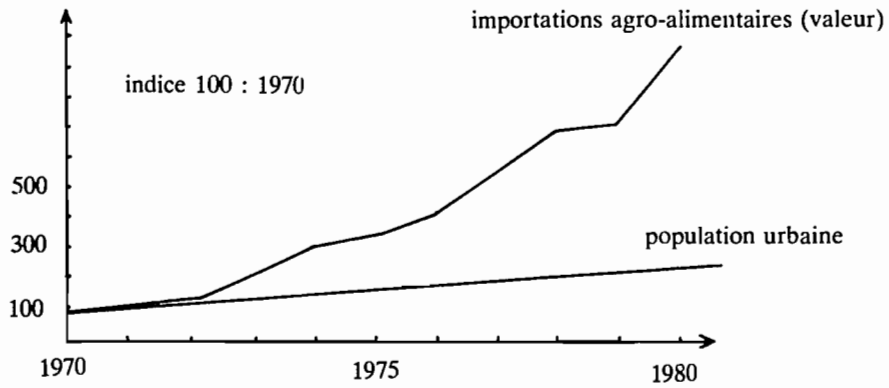
(3) J. Coussy, Ph. Hugon, O. Sudrie : Dépendance alimentaire et urbanisation en Afrique sub-saharienne. CERED, 1983.

Les liens entre urbanisation et dépendance alimentaire sont affirmés par la plupart des auteurs : OCDE (1976,8) ; FAO (1979,5) ; BIRD (1981,1) ; BOSERUP (1981,2) ; CIE (1983,3).

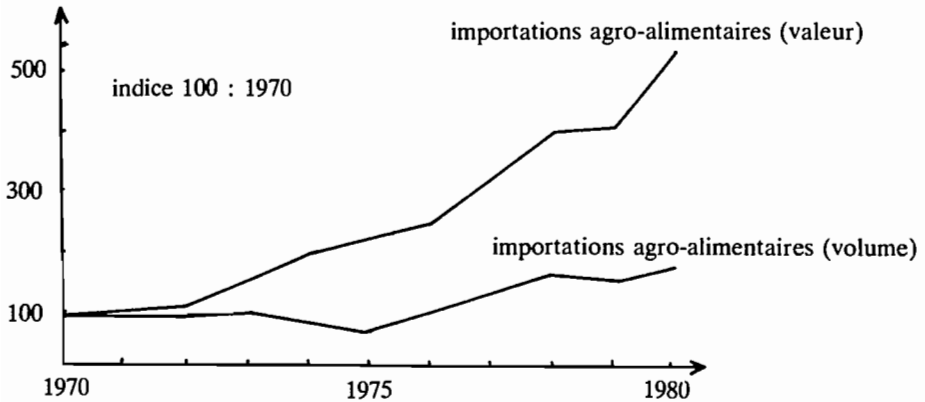
(4) Cette démarche est naturellement réductrice, notamment si l'urbanisation est définie, comme dans la recherche en cours, comme un « fait social total ».

chroniques comparées de la croissance de la population urbaine et des importations agro-alimentaires en valeur, achèvent de montrer les liaisons entre les deux phénomènes (graphique I).

GRAPHIQUE I : Evolution de la valeur des importations agro-alimentaires et de la population urbaine 1970-1980



GRAPHIQUE 2 : Evolution du volume et de la valeur des importations agro-alimentaires en Afrique sub-saharienne (1970-1980)



L'irréversibilité apparente du trend des importations tendrait à accréditer la thèse d'une dépendance cumulative et auto-entretenu (5), mesurable directement par les flux, en valeur, des échanges extérieurs. Si ces indicateurs permettent effectivement de rendre compte de la dépendance financière des pays d'A.S.S. et de chiffrer par là-même le montant des différentes « factures » (6), ils risquent, en contrepartie, d'introduire des biais statistiques importants, en intégrant les variations des prix mondiaux des produits agro-alimentaires. Ces fluctuations sont loin d'être négligeables : ainsi, la valeur unitaire des importations agricoles à destination de l'Afrique passe de l'indice 99 en 1970 à l'indice 296 en 1980 avec deux grands moments dans cette chronique : tout d'abord en 1973-74 où l'indice accuse une hausse de 44,52 % en deux ans, atteignant l'indice 224 en 1974 contre 155 en 1973 ; puis 1974-75, où il se situe alors au niveau 273 (7). La déflation des statistiques du commerce extérieur permet de tenir compte des différences sensibles entre les trends en volume et ceux en valeur (8).

Cette présentation très générale du rythme de croissance des importations alimentaires durant la dernière décennie, tend à masquer les profondes disparités sous-régionales affectant l'A.S.S. : en 1970, plus de 50 % des importations étaient le fait de 8 pays seulement (9). Parmi ces derniers, les quatre plus grands importateurs (Nigéria, Sénégal, Soudan et Zaïre) représentaient plus de 32 % des importations à destination de l'Afrique sub-saharienne.

Durant toute la décennie soixante-dix, la concentration géographique des importations agro-alimentaires ira croissante : en 1975, 6 pays seulement importaient 50 % du total de l'A.S.S. (10). Cinq ans plus tard, en 1980, cette proportion était le fait de 7 pays ; trois d'entre eux (Nigéria, Zambie, Ethiopie) concentrant à eux seuls 30 % du volume total des importations.

La distribution de la population urbaine est, elle aussi, fortement concentrée : en 1970, 59 % des citadins et 51 % des importations alimentaires totales de l'Afrique sub-saharienne étaient concentrés dans 8 pays seulement (soit moins de 20 % de l'effectif de la sous-région).

(5) TIANO (1982,10).

(6) On peut estimer que les importations alimentaires représentaient, en 1979, environ 8 % des recettes d'exportations (4 % pour la seule facture céréalière). Les importations ou la production *alimentaire* recouvrent les céréales, les racines et tubercules, le sucre, les légumineuses, les oléagineux, les noix, les fruits, le cacao, le bétail et les produits de l'élevage. La production — ou les importations — *agricoles* renvoient, quant à elles, au total de la section 0 (de la CTCI) à l'exclusion de 03, 081.42, à la section I divisions 21, 22,26 (sauf 266, 267 et 269) et 29 et 4 (sauf 411.1).

(7) FAO (1981,6).

(8) Par la suite, sauf mention contraire, tous les indicateurs concernant les importations seront exprimés en volume ou valeur déflatée.

(9) Par ordre décroissant, il s'agissait du Nigéria, du Sénégal, du Soudan, du Zaïre, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, de la Zambie et enfin de l'Île Maurice.

(10) Tanzanie, Nigéria, Zaïre, Sénégal, Mali, Zambie.

Cette répartition était encore plus faiblement dispersée en 1980 où 6 pays seulement assuraient la moitié des importations, en regroupant 55 % de la population urbaine.

La liaison entre le niveau des importations agro-alimentaires et le volume de la population urbaine ne semble être, *a priori*, vérifiée que pour un nombre limité de pays (Nigéria, Côte d'Ivoire et Sénégal notamment). Pour la grande majorité des autres Etats de l'A.S.S., les relations entre les deux phénomènes apparaissent nettement moins évidentes (cf. tableau 1), aussi semble-t-il nécessaire d'en spécifier l'intensité en régressant les deux variables pour une année donnée (1975).

La répartition spécifique des pays d'Afrique sub-saharienne, face aux deux variables, provoque un clivage et conduit à une partition de l'espace en plusieurs groupes. Dans ces derniers, deux, au moins, se détachent nettement :

— un premier rassemble les pays dont les importations agro-alimentaires restaient inférieures à 60 millions de dollars en 1975, pour une population urbaine ne dépassant pas le million. La variance du groupe par rapport aux deux indicateurs est faible (11) ;

— le groupe 2 rassemble les pays les plus fortement importateurs de produits agro-alimentaires en Afrique sub-saharienne (12). Son homogénéité est assurée par opposition avec le groupe I. Dans ce sous-espace caractérisé par sa forte dispersion, un pays, le Nigeria, forme un sous-ensemble à lui seul, par son poids dans l'échantillon (451 980 milliers de dollars d'importations alimentaires pour une population urbaine de 12 millions d'habitants) (13).

A l'intérieur de chaque groupe, les corrélations entre les importations agro-alimentaires (Ma) et le volume de la population urbaine (Pu) ne sont pas significatives (au seuil de 5 ou 10 %) :

— Groupe I : $Ma = 2900.89 - 0.3736 Pu$

$R = - 0.0766$

— Groupe 2 : $Ma = 7788.65 + 0.8521 Pu$

$R = 0.3058$

(11) Le groupe I rassemble le Bénin, le Botswana, le Burundi, la RCA, le Congo, le Gabon, la Guinée, la Haute-Volta, le Lesotho, le Libéria, le Malawi, le Niger, l'Ouganda, le Swaziland et le Togo. Dans ce groupe, l'écart-type de la population urbaine est de $\pm 16.73 \cdot 10^3$ habitants ; celui des importations agro-alimentaires étant de $\pm 36.13 \cdot 10^4$ dollars.

(12) Le groupe 2 est constitué par le Zaïre, le Soudan, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, la Tanzanie, le Ghana, le Cameroun, la Zambie, le Kenya, l'Angola, le Mali, l'île Maurice et le Mozambique.

(13) Les données concernant le Nigéria sont, plus que d'autres, à manipuler avec prudence. La Banque Mondiale (1979.1) évalue le taux d'urbanisation à 20 % environ en 1980 ; au recensement officiel de 1963 ce taux était déjà de 24.2 %, soit 10 millions d'urbains (définis comme habitants des villes de plus de 20 000 hab.). Si l'on fait l'hypothèse d'une croissance urbaine de l'ordre de 6 % l'an, le taux d'urbanisation serait de 30 à 40 % en 1983, soit 30 à 40 millions d'urbains.

TABLEAU I

1975	Importations Agro-alimentaires (1)	Population urbaine (2)	Taux d'urbanisation (3)
Angola	6620	1200	21
Benin	3986	420	14
Boswana	3354	81	—
Cameroun	3664	1984	35
Centrafrique	1844	720	41
Congo	2967	465	50
Ethiopie	2834	3268	15
Gabon	5486	160	50
Gambie	1208	78	—
Ghana	9430	3017	36
Guinée	3318	136	18
Côte d'Ivoire	17175	2175	38
Kenya	7705	1690	14
Lesotho	2899	52	5
Liberia	4569	434	33
Madagascar	5319	952	18
Malawi	2414	446	10
Mali	7568	1224	20
Maurice	8857	378	—
Mozambique	7505	800	9
Niger	2164	624	13
Nigéria	57757	14868	20
Sénégal	16363	945	25
Sierra Leone	3668	680	25
Somalie	6796	950	30
Soudan	17950	3098	25
Tanzanie	15335	1049	12
Haute Volta	3138	448	9
Zaire	15557	6923	34
Zambie	7157	1808	38
Tchad	2842	645	18

(1) en dizaine de milliers de dollars US

(2) en milliers

(3) en %

Source : BIRD (1981,1).

La régression des deux variables sur l'ensemble des groupes — avec le Nigéria — conduit toutefois à une relation positive et très fortement significative :

$$Ma = 2567.42 + 3.3591 Pu$$

$$R = 0.9031$$

Cette corrélation ne traduit pas cependant une relation fonctionnelle entre les deux indicateurs mais simplement un « effet volume », joué par le groupe 2 et surtout par le Nigeria, qui donne, à lui seul, un

sens à la tendance générale (14). En d'autres termes, la multiplicité des situations dans le groupe I (entre le Gabon par exemple où le volume de la population urbaine n'excédait pas 200 000 personnes, mais dont les importations alimentaires étaient supérieures à 50 millions de dollars en 1975 et l'Ouganda dont les importations étaient inférieures à 20 millions de dollars pour une population urbaine quatre fois plus grande) est, de fait, minorée dans la régression par le poids du Nigeria.

On peut tenter de gommer cet effet volume joué par les pays les plus fortement importateurs, en rapportant la population urbaine à la population totale et en régressant alors le taux d'urbanisation sur les importations agro-alimentaires (tableau 1). La transformation de l'indicateur démographique n'améliore pas la liaison entre les deux phénomènes ($R = 0.1238$; $n = 30$), mais réaffirme la diversité des situations en Afrique sub-saharienne : le cas du Congo, un des pays le plus urbanisé (50 %) s'oppose avec celui du Nigéria dont le taux d'urbanisation ne dépasse pas les 20 % et qui pourtant importait, en 1975, 20 fois plus que le premier...

LES LIAISONS EN LONGUE PERIODE

Cette absence de corrélation entre les importations alimentaires d'une part et la population urbaine (en valeur absolue et relative) d'autre part, s'inscrit dans un mouvement plus général de longue période. Durant les deux dernières décennies, la croissance urbaine ne semble pas s'être traduite, au moins en Afrique sub-saharienne, par une augmentation de la dépendance. Au contraire, si l'urbanisation (gTu) est encore liée positivement (quoique non significativement : $R = 0,1545$) à la croissance des importations (gM) durant la période 1960-1970 ($gM = 375$

(14) La corrélation générale entre les indicateurs varie fortement suivant le nombre et le choix des pays inclus dans la relation. En procédant « pas à pas » (STEPWISE), le coefficient de corrélation s'améliore de la façon suivante (en provoquant par ailleurs une augmentation de l'écart type des séries) :

R	Ecart type de la régression	
	population urbaine	importations alimentaires
Groupe I seul	243,89	1 190,07
Groupe I avec Nigeria	3 736,92	14 122,76
Groupe 2 seul	1 620,00	4 514,26
Groupe 2 avec Nigeria	3 650,86	13 482,33
Groupe I et 2 exclusivement	—	—
Groupe I et 2 avec Nigeria	0,9031	

Le rôle du Nigeria est prépondérant. On peut montrer qu'une droite passant par le barycentre du groupe I et le Nigeria aurait sensiblement la même équation que la droite de régression sur l'ensemble de l'effectif.

+ 0,26 gTu), la relation s'inverse après 1970 ($gM = 5,3 - 0,56 gTu$; $R = - 0,1093$) (15). La faible corrélation interdit toute interprétation univoque des résultats obtenus. Comme le montre le graphique 5 pour la dernière période, la réalité s'avère multiforme et les rythmes de croissance des importations, sans grande liaison avec ceux de l'urbanisation.

Cette absence de liaison apparente se vérifie au niveau des seules importations des produits alimentaires au cours des deux dernières décennies. Ainsi, alors que le taux annuel moyen de croissance de la population urbaine passe de 5,3 % sur la période 1960-70 à 5,9 % pendant la décennie 70, le rythme des importations alimentaires se ralentit : 4,3 % l'an entre 1960 et 1970, 3,5 % après.

La crise va jouer comme une charnière opposant les deux décennies.

La décennie soixante

La période 1960-1970 se caractérise, dans les pays d'Afrique sub-saharienne, par la covariation de la richesse nationale (mesurée par le PIB), des importations et de l'urbanisation. Toutefois, aux bonnes relations entre d'une part les taux de croissance du Produit Intérieur Brut et de l'urbanisation ($gTu = 0,5 + 0,64 gPIB$; $R = 0,5227$), s'oppose l'absence de corrélation significative entre la dépendance et l'urbanisation, en interdisant de relier les trois phénomènes par une relation transitive (16).

On peut voir dans cette configuration particulière des relations, un exemple des effets d'entraînement directs et indirects induits par la croissance des économies africaines : l'accroissement du PIB (de l'ordre de 3,9 % en moyenne et par an au cours de la décennie soixante) s'accompagne d'une hausse plus que proportionnelle des importations de

(15) La transformation logarithmique des séries (pour un ajustement de type Log/Log) n'infirme pas les résultats du modèle arithmétique. Pour la période 1970-80 le modèle :

$$\log_e gM = 0,0527 - 0,629 I \log_e gTu$$

où

$$gM = 1,0541 \frac{I}{gTu^{0,6291}}$$

n'est pas significatif ($R = - 0,1145$).

(16) Les relations entre les rythmes des importations et du PIB d'une part et entre la croissance du PIB et celle de l'urbanisation d'autre part sont significatives : dans le premier cas : $Z = 2,86$; $P = 0,0021$; dans le second $Z = 2,39$; $P = 0,0084$.

biens capitaux, de consommations intermédiaires et finales. L'effet multiplicateur sera d'autant plus important que les économies seront plus désarticulées et extraverties (17). Aux impacts directs de la croissance, s'ajoutent ses effets externes et notamment l'urbanisation : la ville apparaît comme un « pôle de croissance » exerçant, comme lieu de marchés des biens et services, du capital et du travail, un effet attirant sur le monde rural, sans provoquer *mécaniquement* une augmentation de la dépendance notamment alimentaire.

La rupture de la crise

La crise des années soixante-dix semble marquer une rupture dans la covariation des phénomènes observés à la décennie précédente. D'une façon générale, la crise se manifeste par une inflexion dans la courbe de croissance du PIB des pays d'Afrique sub-saharienne : 3,9 % en moyenne et par an pendant la décennie 60 ; 2,9 % après 1970 (18). Entraîné par le ralentissement de l'activité économique et par les difficultés financières que connaîtront une majorité de ces pays pendant la période, le rythme d'accroissement du volume total des importations s'infléchit à son tour (il serait de l'ordre de 3,3 % entre 1970 et 1979), accusant ainsi une baisse de 45 % par rapport à la décennie soixante (6 % l'an) (19).

(17) Les importations de biens capitaux et de consommations productives ont représenté environ 50 % des importations totales durant la décennie soixante. Pour la même période, l'élasticité importation/PIB peut être estimée en moyenne à 1,42 en Afrique sub-saharienne.

(18) BIRD (1981). Il s'agit ici de moyennes pondérées masquant de profondes disparités régionales :

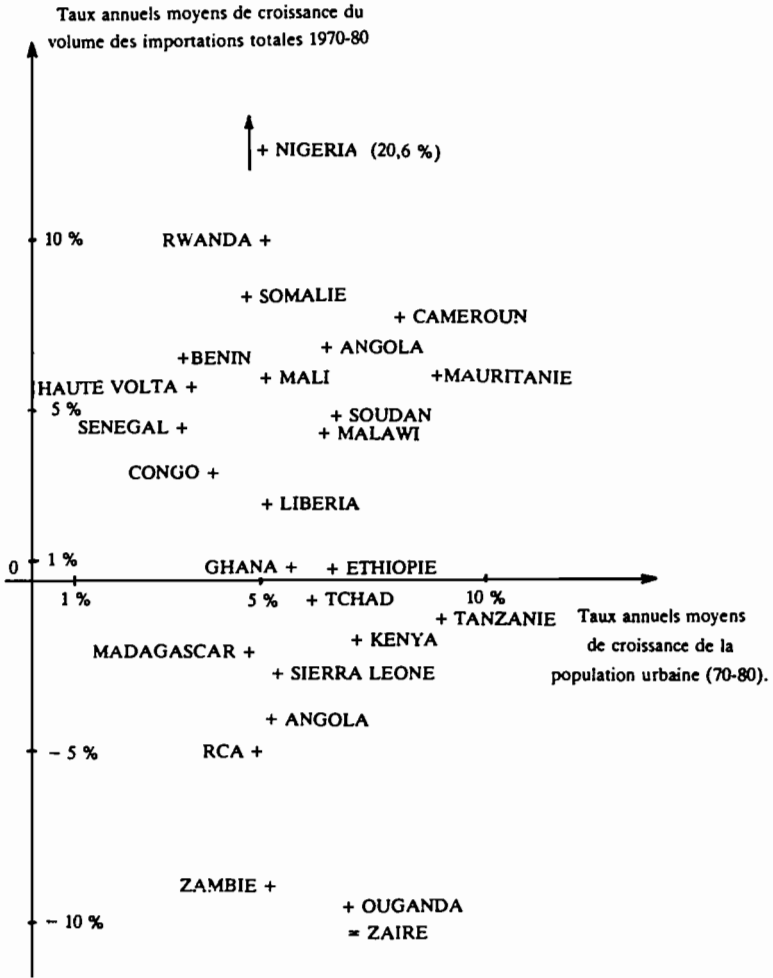
TAUX ANNUELS MOYENS DE CROISSANCE DU PIB

	Pays à faible revenu	Pays à revenu intermédiaire	Pays (a) pétroliers	Total
1960-1970	3,7	4,5	3,4	3,9
1970-1979	1,7	3,1	4,6	2,9

(a) Angola, Congo, Nigéria et Gabon. Le Cameroun, bien qu'exportateur est enregistré comme pays à revenu intermédiaire importateur de pétrole (l'appartenance simultanée aux deux catégories n'est pas incompatible). A l'intérieur de cette classification, seul l'Angola connaîtra une chute brutale du rythme de croissance du PIB (- 9,2 % sur la période 1970-79 contre + 4,8 % dans les années 60).

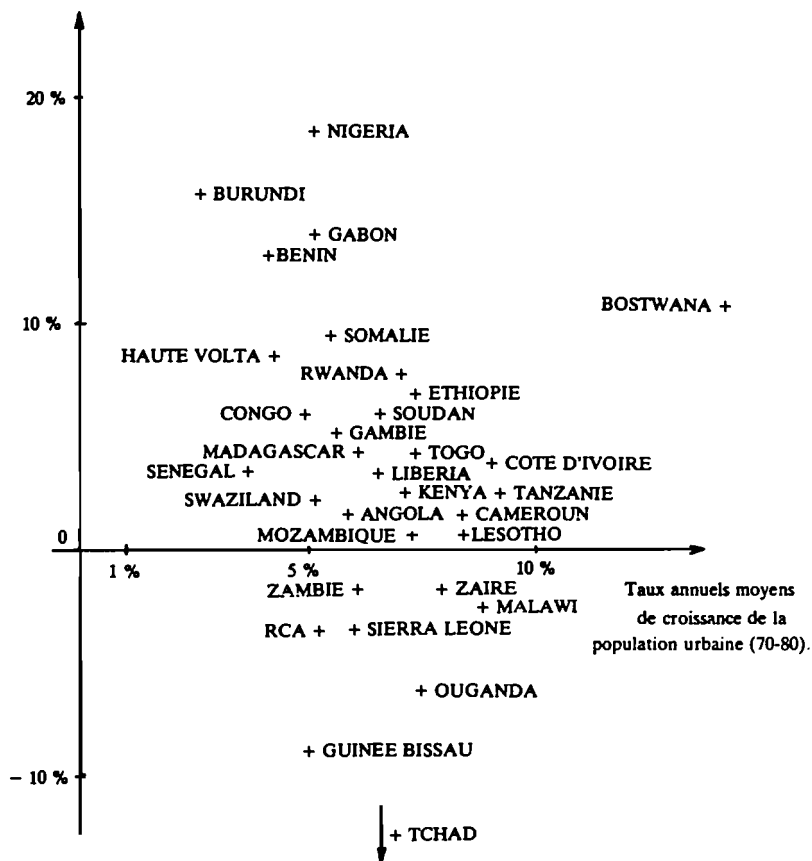
(19) P. Jacquemot (1983,7).

GRAPHIQUE 5



GRAPHIQUE 6

Taux annuels moyens de croissance des importations agricoles (volume), 1970-1980.



Malgré les changements profonds opérés par la crise, les villes continuent de croître, tant par ponction sur le monde rural, que par auto-reproduction et à un rythme plus élevé encore (5,9 %) qu'au cours de la décennie soixante (5,3 %).

La croissance urbaine apparaît dès lors comme un phénomène largement auto-dynamique, sans effet univoque sur le rythme des importations notamment alimentaires. Ainsi, pour les 34 pays d'Afrique sub-saharienne de plus d'un demi million d'habitants, la corrélation entre les taux annuels moyens de croissance des importations agro-alimentaires et de la population urbaine est quasi nulle ($R = - 0,0467$), du fait de l'extrême diversité des situations (graphique 6).

La distinction précédemment évoquée — qui oppose les 7 ou 8 pays les plus fortement importateurs au « reste » de l'A.S.S. — peut servir à la reconstitution de cet espace multiforme. En fixant l'indice 100 en 1970 (ce qui gomme les écarts de trend apparus durant la décennie 60), on constate jusqu'en 1975, une similitude dans les rythmes d'urbanisation et de dépendance alimentaire pour les pays fortement importateurs (ce qui n'est pas sans conséquence dans les liaisons générales avec l'ensemble des pays de l'A.S.S.). Après cette date, la déconnexion entre les deux phénomènes est totale. Au contraire, pour les 26 ou 27 pays n'appartenant pas à ce groupe, la croissance urbaine sera systématiquement plus élevée que celle des importations (et sans rupture en 1975). Ce n'est qu'en 1980 que les deux tendances se rejoignent à l'indice 180 environ (graphique 7).

Les effets richesse et de paupérisation

La réduction du rythme de croissance des importations agro-alimentaires se situe dans un contexte de baisse des disponibilités vivrières par habitant. Selon la FAO (20), la chute aurait été de $- 1,2$ % par an pour l'ensemble de l'A.S.S. (la production par tête atteignant l'indice 89,7 en 1978 pour une base 100 en 1970). Les importations « nécessaires » pour assurer un approvisionnement constant auraient dû croître en proportion de cette baisse et donc atteindre l'indice 110,3 en 1978. Or, en moyenne, les importations « effectives » — par habitant — n'ont pas permis de rattraper ce gap et se sont fixées à l'indice 107,2 en 1978 (base 100 en 1970) marquant, par là même, une nette dégradation des conditions alimentaires (21). Les pays « fortement importateurs » ne sont pas épargnés par ce décalage : Ainsi, les importations alimentaires per capita du Ghana, du Kenya, du Zaïre et de la Zambie ne compensent pas la chute de leur production vivrière par habitant. A l'inverse, et cas

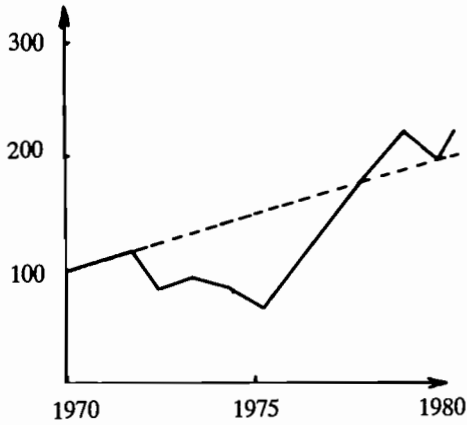
(20) FAO (1979,5).

(21) En faisant l'hypothèse que la destination des importations agro-alimentaires est essentiellement urbaine — OCDE (1976,8) — l'indice des importations effectives serait passé de 100 en 1970 à 83,24 en 1978 (accroissement des importations de 3,5 % en moyenne et par an pour une augmentation de la population urbaine de 5,9 %).

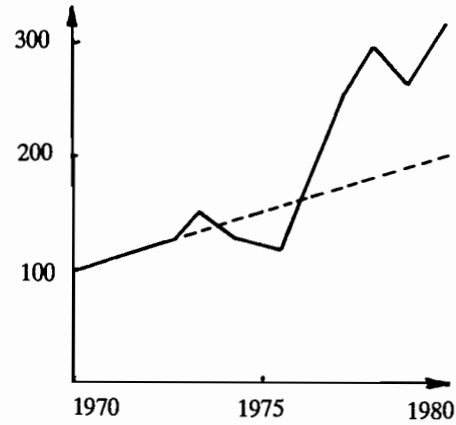
GRAPHIQUE 7

(indice 100 : 1970)

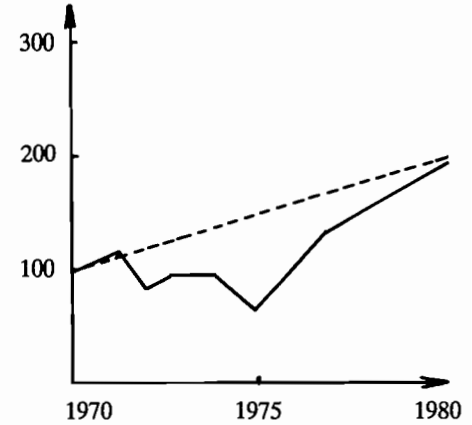
Afrique sub-saharienne



Groupe I



Groupe II



----- : Population urbaine

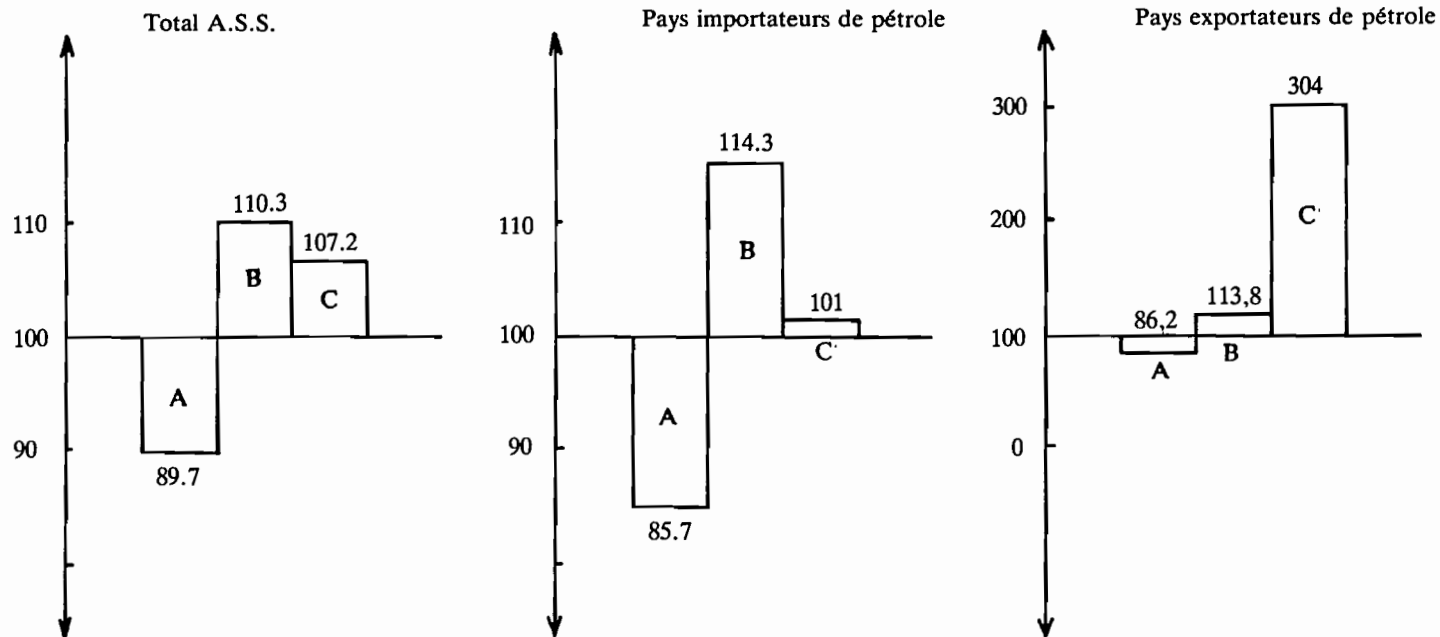
— : Importations agro-alimentaires (volume)

Groupe I : Nigeria, Zambie, Ethiopie, Sénégal, Zaïre, Côte d'Ivoire et Ghana.

Groupe II : autres pays d'Afrique sub-saharienne.

1978 (100 : 1970)

GRAPHIQUE 8



- A** production vivrière
- B** importations « nécessaires »
- C** importations effectives

extrême, le Nigéria, dont l'indice d'importation était de l'ordre de 314,63 en 1978 pour un indice de production de 93,78.

Dans ces phénomènes de sur ou sous-compensation, plus que l'explosion démographique ou la croissance urbaine, c'est le niveau du revenu national qui semble jouer un rôle déterminant : les pays exportateurs de pétrole compensent, et au-delà, le déclin relatif de leurs productions vivrières alors que les importations alimentaires effectives des pays non producteurs se situent bien en-deçà de celles qui leur seraient « nécessaires » pour assurer un approvisionnement constant (22) (graphique 8).

La croissance de la richesse nationale des pays exportateurs de pétrole a conduit, tout au long de la dernière décennie, à une substitution rapide des céréales des pays tempérés, aux produits alimentaires traditionnels. Ainsi, pour ces pays, les importations de céréales par habitant ont crû au rythme de 15,31 % l'an, contre 6,62 % en moyenne pour l'Afrique sub-saharienne.

Ces effets revenus expliquent, dans une large mesure, l'absence de corrélation entre le niveau de la production vivrière, les importations de produits alimentaires et l'urbanisation. Ainsi, l'offre locale de produits vivriers apparait-elle assez peu sensible au volume croissant de la demande et notamment urbaine (23). La solvabilité de cette dernière est conditionnée par la croissance du revenu national, dont le niveau joue alors comme facteur limitatif — ou permissif — dans le recours aux importations.

Ce modèle très général admet de nombreux contre exemples. Ainsi, la politique de subventions des produits importés augmente, artificiellement, la solvabilité ou le pouvoir d'achat de la demande globale, en favorisant la diffusion des produits importés, tant dans les villes que dans les campagnes (24). L'exemple le plus marquant est peut-être celui des céréales, pour lequel un ajustement linéaire, effectué sur 23 pays d'Afrique sub-saharienne en 1975, a permis de spécifier l'importance des variables explicatives du volume des importations (les séries ont été centrées puis réduites afin que les coefficients de régression expliquent le poids respectif de chaque facteur) :

(22) Le terme d'importations « nécessaires » employé ici ne préjuge en rien de la situation nutritionnelle à l'année de référence (1970).

(23) BIRD (1981,1) p. 67 et s.

(24) Requier Desjardins (1983,9).

Facteurs explicatifs du volume d'importation de céréales en 1975	Coefficient de régression	Poids explicatif (%)
1) Population totale	0,77128	42,30
2) Population urbaine	0,60602	33,24
3) PIB	0,2855	15,66
4) Distance au littoral	0,09779	5,14
5) $\frac{\text{Production vivrière}}{\text{Population totale}}$	0,03954	2,17
6) Facteur(s) inconnu(s)	0,02703	1,48

$R^2 = 0,902041$; $RB^2 = 0,867055$; $CDV (\%) = 38,266$; $F (5,14) = 25,783$
 $DW = 2,74319$.

Il apparaît nettement, à la lecture de ce tableau, que les importations de céréales ne semblent pas exclusivement réservées aux centres urbains mais qu'une partie, non négligeable, se diffuse dans le monde rural. La subvention des céréales importées, dans la plupart des pays d'A.S.S. revient à minimiser le poids du Produit Intérieur Brut (qui sert d'indicateur de la dimension du marché solvable) dans la régression. Enfin, la distance de chaque pays au littoral (qui pourrait être un indicateur très grossier de la pénétration des produits étrangers) ne semble jouer qu'un rôle limité ici (25).

LA PERTINENCE DES INDICATEURS

La mesure de la dépendance par le volume ou par les rythmes de croissance des importations semble insuffisante pour faire part du degré d'extraversion des pays d'Afrique sub-saharienne. Ainsi, une croissance absolue du niveau des importations peut ne pas se solder par une dégradation de l'autosuffisance, notamment si la production locale croît à un rythme plus élevé que les échanges extérieurs. En suivant la FAO, nous définirons alors un coefficient de dépendance comme l'inverse du taux d'autosuffisance et par le rapport des utilisations finales (consommation de produits alimentaires locaux et importés) à la production nationale.

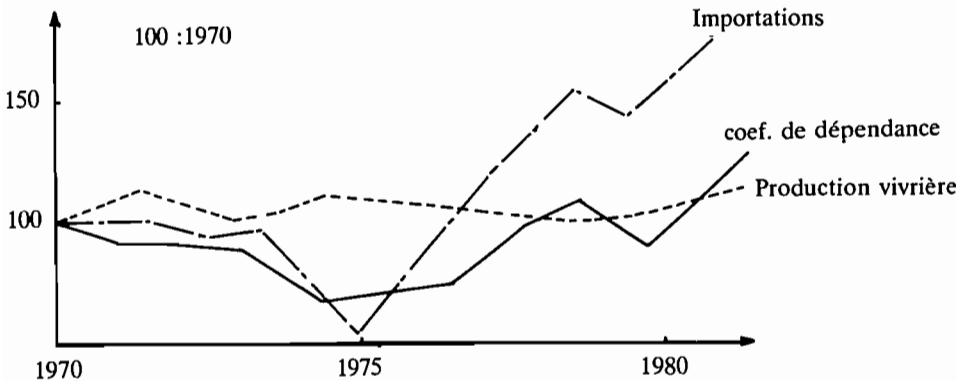
Ce coefficient de dépendance accuse, contre toute attente, de profondes fluctuations au cours de la période 1970-1980. Plusieurs

(25) On peut noter toutefois que la propension marginale à importer est plus élevée dans les pays ayant une façade maritime. Ainsi, le taux annuel moyen de croissance des pays côtiers s'établit autour de 2,36 % par an, contre 1,85 % pour l'ensemble des pays de l'ASS. Conjointement, ces pays connaissent un rythme d'urbanisation, là aussi, supérieur à la moyenne (6,13 % contre 5,9 en moyenne).

facteurs concourent à cette instabilité : si la production vivrière, qui parvient à l'indice 124,2 en 1980 (base 100 = 1970) reste constante ou à peu près sur toute la période, le volume des importations agro-alimentaires apparaît, quant à lui, assez sensible aux différents chocs pétroliers qui ont affecté la région durant la décennie (104,2 en 1973, 93 en 1974, 82,6 en 1975). L'impact du deuxième choc sera moindre (166 en 1978, 158 en 1979), les importations agro-alimentaires atteignant l'indice 182 en 1980.

On peut voir dans ces fluctuations la forte sensibilité des pays africains aux aléas du marché international et, partant, l'impact des effets de richesse ou de paupérisation sur le coefficient de dépendance :

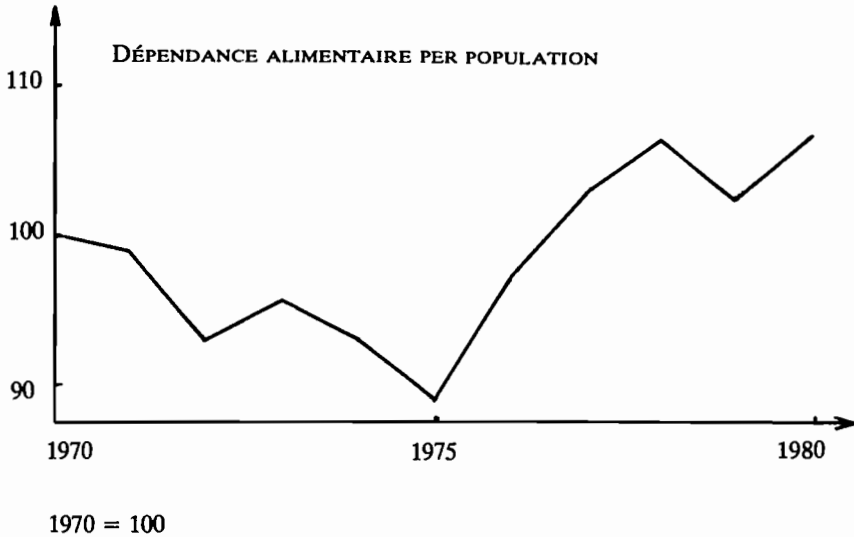
GRAPHIQUE 9



S'intéressant ici aux rapports entre la dépendance alimentaire et l'urbanisation, nous pouvons définir un coefficient pondéré de dépendance, en faisant l'hypothèse que les importations agro-alimentaires sont essentiellement destinées aux centres urbains alors que la production vivrière se diffuse dans l'ensemble de l'économie nationale (26). Ce coefficient de dépendance per population amplifie très largement les fluctuations enregistrées précédemment :

(26) Cette hypothèse a pour conséquence de rapporter la croissance des importations alimentaires (Ma) à celle de la population urbaine (Pu) et la production vivrière à la population totale.

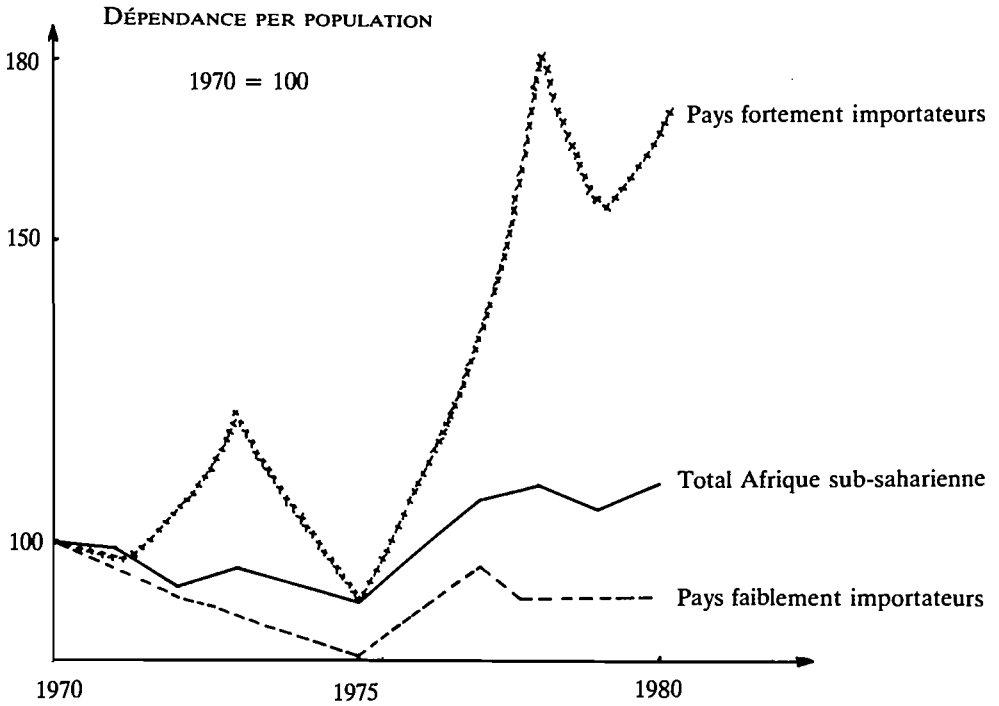
GRAPHIQUE 10



Cette évolution du coefficient de dépendance per population pour l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne ne rend pas compte des comportements spécifiques des groupes. Pour les pays les plus fortement importateurs (Nigéria, Zambie, Éthiopie, Sénégal, Côte d'Ivoire, Zaïre), le coefficient de dépendance per population passe de l'indice 100 en 1970 à 172 en 1980. Cette tendance n'est toutefois pas linéaire et le groupe est affecté par les deux chocs pétroliers mais pour des raisons différentes (les conséquences en sont positives pour le Nigéria notamment, mais très largement négatives pour les autres nations qui connaissent, par ailleurs, des difficultés d'écoulement de leurs exportations sur le marché international). Pour les autres pays — qui rassemblent, au moins numériquement, la majorité de l'A.S.S. — la dépendance per capita diminue sur toute la période ; cette inflexion durable du coefficient traduisant plus un effet de paupérisation relative qu'une amélioration effective de l'auto-suffisance.

Ces résultats macro-économiques viennent largement infirmer les thèses tendant à relier mécaniquement la dépendance alimentaire à la croissance des villes. Si l'urbanisation peut être, dans certains cas, un facteur influençant le niveau des importations et/ou la production

GRAPHIQUE 11



vivrière, d'autres variables et notamment la richesse nationale semblent de loin plus déterminantes. La dépendance, à défaut d'être un phénomène « structurel » et perpétuellement croissant va connaître, tout au long de la décennie soixante-dix, divers retournements de tendances, suivant le rythme de l'activité économique globale.

Comme toute étude économétrique portant sur des pays à statistiques déficientes, les relations calculées ici présentent de nombreuses limites : se situant au niveau des Etats-Nation et utilisant des sources officielles, elles ne peuvent faire part des échanges inter-africains plus ou moins clandestins et en tout cas non enregistrés. Définissant la ville essentiellement comme un phénomène démographique (concentration de plus de 5000 habitants), ces statistiques ne peuvent rendre compte des différentes formes ou niveaux de l'urbanisation. A ces analyses très générales doivent se substituer alors des études dont le champ géographique serait plus restreint mais qui feraient part effectivement de l'extrême diversité des situations en Afrique sub-saharienne.

BIBLIOGRAPHIE

- (1) BIRD : *Le développement accéléré en Afrique au sud du Sahara*, Washington 1981.
- (2) BOSERUP : *Population and technology*. Oxford Basic ; Blackwell 1981.
- (3) CIE : *L'alimentation du jeune enfant et l'urbanisation dans les pays en voie de développement*. Mars 1983.
- (4) FAO : *Annuaire statistique du commerce 1973* ; Rome 1974.
- (5) FAO : *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1978*. Rome 1979.
- (6) FAO : *Annuaire statistique du commerce 1980*. Rome 1981.
- (7) JACQUEMOT : Le FMI et l'Afrique subsaharienne : une critique des politiques d'ajustement. *Le Mois en Afrique*. Août/Sept. 1983.
- (8) OCDE : *Etude de tendances de l'offre et de la demande mondiales de ces principaux produits agricoles*. Paris 1976.
- (9) REQUIER DESJARDINS : *A propos de l'évolution des modèles alimentaires en Côte d'Ivoire : quelques observations supplémentaires sur la différenciation de la consommation alimentaire*. Abidjan mai 1983.
- (10) TIANO : Dialectique de la dépendance et de l'indépendance. *Revue Economique*, mai 1982.

Sudrie Olivier (1985)

Dépendance alimentaire et urbanisation en Afrique Sub-saharienne : une relation controversée

In : Bricas N. (ed.), Courade Georges (ed.), Coussy J. (ed.), Hugon P. (ed.), Muchnik J. (ed.) Nourrir les villes en Afrique sub-saharienne

Paris : L'Harmattan, 47-66. (Villes et Entreprises)

ISBN 2-85-802-562-X